



Résister !

#52 - novembre 2017

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

En novembre, fais
ce qu'il te plaît !



Prise du Palais d'Hiver, à Petrograd le 25 octobre 1917 (selon le calendrier julien, 6 novembre selon le calendrier actuel)

Participation

La participation est librement fixée par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 1,00 €

BOUFFONNERIE

pages 2-3

MENAGERIE

pages 4-5

SINGERIE

page 11

de RSE à RSA

Quoi ? Comment ça ? Vous ne connaissez pas la RSE, la Responsabilité Sociale (ou Sociétale) des Entreprises ? Vous ne connaissez pas ce concept apparu dans les années 60. Vous allez voir ce que vous allez voir ! Comme un miracle qui arrive quand on ne l'attend pas, à une époque où l'écart entre les plus riches et les plus pauvres se creusait et se creuse encore, les entreprises découvrent qu'elles ont un cœur, qu'elles ont un rôle social à jouer pour le bien-être de l'Humanité. Notre MEDEF national, les grands patrons et capitalistes de la planète, les DRH de l'univers, tous ou presque, se promirent de se convertir à une politique éco-compatible avec le développement durable... et pas que !

Ainsi, l'Organisation internationale de normalisation adopte en 2010 la nouvelle norme ISO 26000 qui traite de la responsabilité sociétale des organisations et fixe « *la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement transparent et éthique* » ! Cette norme fut adoptée par presque tous les pays adhérents à l'Organisation internationale de normalisation, à l'exception cependant des USA, de Cuba, de l'Inde, du Luxembourg et de la Turquie.

Ainsi s'exprime l'Association française de normalisation (AFNOR) : « *La 26000, c'est un outil de progrès dans une logique de responsabilité sociétale et de progrès permanent et participatif, respectueux de l'environnement, respectueux des agents, et des hommes et des femmes, tout en assurant la pérennité économique. Nous sommes dans une logique d'ouverture et d'évolution de culture.* »

Ainsi, en 2001, l'Union européenne s'inscrit dans cette démarche révolutionnaire et rédige sa propre définition : « *La RSE, c'est l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des entreprises à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes. Être socialement responsable signifie non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais aussi aller au-delà et investir « davantage » dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes.* »

C'est ainsi que de nombreuses entreprises nationales ou multinationales arborent avec fierté le label RSE. Le monde du travail et les conditions de travail allaient se métamorphoser... auraient dû se métamorphoser en une qualité de vie au travail respectueuse, à défaut de devenir heureuse. Finis les Thénardier, Germinal rejeté aux tréfonds de l'histoire, adieu Hugo, adieu Zola !

Hélas, trois fois hélas ! Depuis l'apparition miraculeuse de cette RSE, la réalité est toute autre. Plans sociaux, licenciements abusifs, fermetures sacrificielles à la finance, managements mortifères n'ont jamais cessé de broyer l'humain, de l'humilier, de le réduire à une ressource insignifiante au service du seul profit. Le miracle espéré de la RSE s'est transformé en mirage, la promesse d'un monde meilleur en une habile arnaque de communication, comme nous le prouvent ces deux exemples d'actualité dans les environs de Nancy.

Clarion à Custines

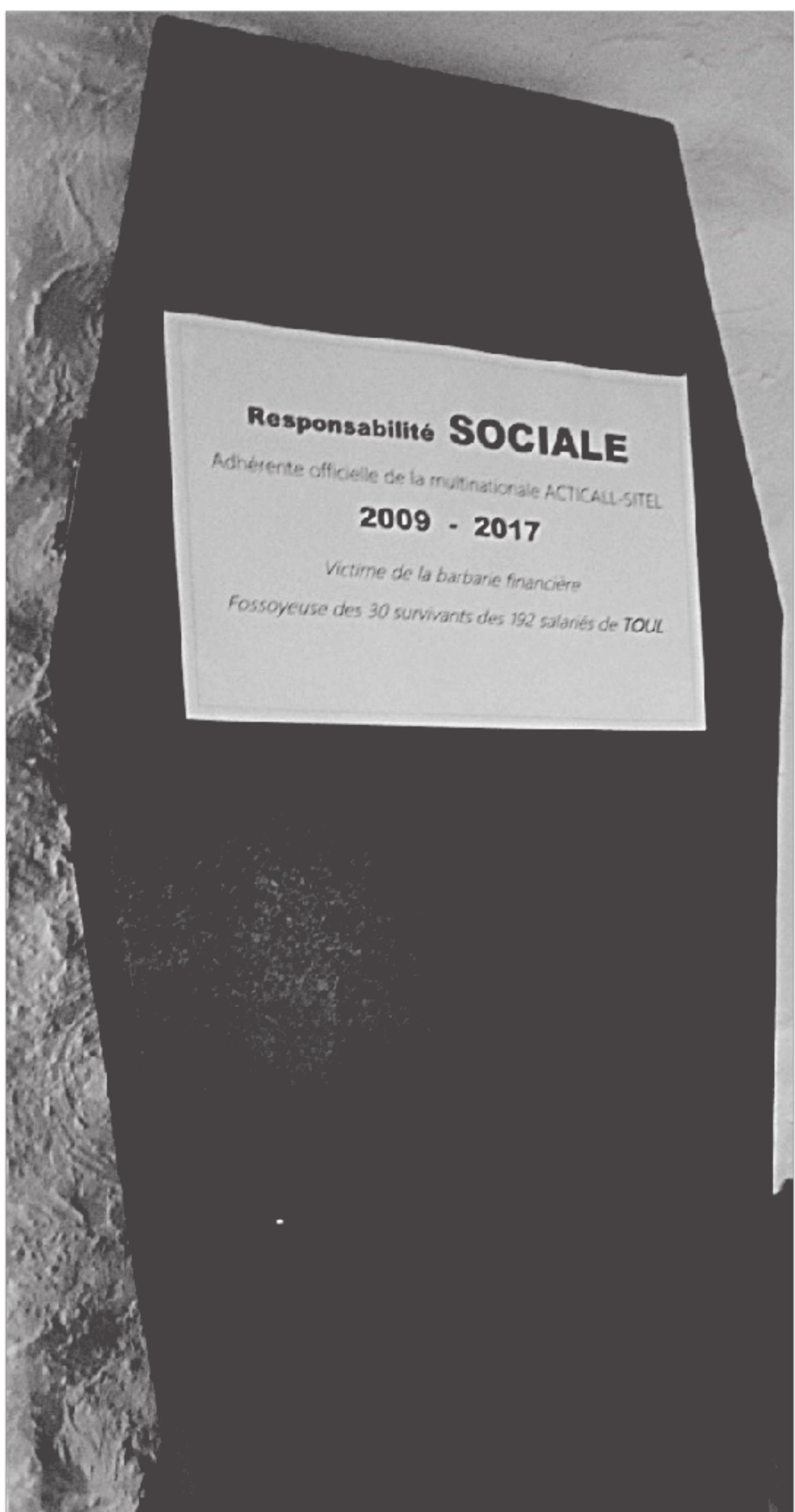
Cette multinationale japonaise s'est implantée en France, à Custines, en 1983, dans le cadre de la « revitalisation » du bassin industriel de Pompey, déserté par la sidérurgie. Spécialisée dans les autoradios haut de gamme, Clarion a élargi son activité aux systèmes embarqués et ambitionne d'être leader mondial de l'interconnexion d'un véhicule à l'extérieur. Appâtée par les avantages fiscaux et les aides publiques, l'usine a recruté jusqu'à 400 salariés, dont peu ou prou de sidérurgistes reclassés. Dix ans plus tard, en 2004, l'assemblage des autoradios réalisé à Custines est délocalisé en Hongrie, au nom d'un dumping social cher à la compétitivité mondiale. Aujourd'hui, on ne compte plus que 80 salariés environ sur le site de Custines et une trentaine dans l'établissement secondaire de Vélizy-Villacoublay.

Cette multinationale affiche une RSE haute en couleur, mais pour le moins obscure et équivoque : « *Clarion établira une éthique d'entreprise ancrée dans un programme de conformité et basée sur son concept fondamental de philosophie d'entreprise.* » (!!!) Conformément à cette politique, Clarion fait tout au long de l'année la promotion de ses activités visant à « *créer une entreprise qui a la confiance de la société* ».

En matière de ressources humaines, les choses sont plus claires et brillent bien plus que l'uniforme étincelant d'un samouraï : « *Clarion a établi un système d'administration des ressources humaines qui garantit que chaque employé peut travailler avec une forte motivation et que ses résultats sont dûment appréciés en fonction des actions, des performances et de la capacité.* »

Pour preuve, « *la rémunération des administrateurs et des membres de la direction [se fait] en totale transparence et impartialité* ». En bon gestionnaire économique et soucieux des intérêts de leurs actionnaires, cette moralité ne s'applique pas aux salariés. Dernièrement, la direction a innové en octroyant une prime de 1 000 euros à tous les salariés. Vous y avez crû ? Non, bien sûr ! Dans un élan de grande générosité pour des salariés payés au rabais, celle-ci a décidé d'octroyer une prime de 800 euros à dix salariés : vous avez bien lu, dix salariés seulement ! Plutôt que s'en remettre à la subjectivité des chiffres et des appréciations de la hiérarchie pour établir un classement des dix meilleurs employés « *en fonction de leurs actions, de leurs performances et de leur capacité* », dernièrement, la direction a délégué aux salariés eux-mêmes le soin de désigner les dix heureux récipiendaires.

Chacune et chacun des salariés a disposé de dix points à accorder à un et jusqu'à dix de ses collègues. Un bulletin de vote nominatif (il était interdit de voter pour soi !) leur a été distribué et une urne mise à leur disposition. Dans un souci d'impartialité et de « *confidentialité* », le dépouillement a été sous-traité à un cabinet extérieur, BAT, soit – ça ne s'invente pas – Bonheur au Travail.. Résultat de cette élection incongrue : 38 votes valablement exprimés sur le site de



Custines, soit moins de 50 %, annoncés par l'expert en dépouillement mais pas en arithmétique puisqu'il totalise 384 points sur 380 possibles ! Quant à la « forte motivation » recherchée et promise dans la RSE, vous vous doutez du résultat : incompréhensions, mises en doute de la partialité, jalouxies, soupçons de copinage... en un mot la zizanie dans le personnel ! Face à une telle défaite, il ne reste plus aux samouraïs de la direction qu'à se faire hara-kiri.

Acticall Sitel à Toul

En 2008, l'entreprise Michelin installée sur le site Kléber, à Toul, fermait ses portes. Elle laissait sur le carreau 826 salariés. Comme à Custines, les politiques et les « acteurs économiques » se lançaient dans une recherche de nouvelles entreprises pour « revitaliser le site ». C'est dans ce contexte que la multinationale Acticall Sitel, présente dans 24 pays,

s'implantait, moyennant quelques subsides privés et publics. Ce sont 192 personnes, dont 3 reclassés Michelin, qui trouvèrent un job de téléconseiller chez ce spécialiste mondial de la relation client. Aujourd'hui, ils sont moins d'une quarantaine à attendre le 31 janvier prochain, jour de fermeture définitive des portes de ce centre d'appels.

Il y a un an, les premières rumeurs de disparition circulent dans les couloirs. Le directeur local les dément et assure à qui veut bien le croire qu'il n'est pas question de fermer. Le doute s'installe chez quelques-uns. Les autres se sentent protégés. Comment cette entreprise, labellisée RSE et qui a même reçu le trophée « innovations sociales » de l'Institut national de la relation client (INRC) lors des Trophées RSE 2014, qui récompense son programme RH volontariste nommé « Rendre Service », 100 % orienté qualité de vie au travail, pourrait-elle mentir ? Comment une entreprise qui s'est engagée à un comportement transparent et éthique, qui se revendique respectueuse des hommes et des femmes, qui annonce s'investir « *davantage* » dans le capital humain, comment cette entreprise pourrait-elle trahir ses engagements et ses promesses ?

Sur le site internet Sitel, les témoignages se multiplient pour vanter les mérites et la responsabilité sociétale de cette multinationale : « *Entreprise ou le flicage est de rigueur ! Stress permanent, On nous demande d'en faire toujours plus pour un salaire qui franchement reste le minimum syndical* », « *Que ce soit sur le plan humain ou en ce qui concerne le travail, Sitel est à éviter* », « *Cette entreprise n'a qu'un but : le profit. C'est sûr qu'il y a du travail puisque les gens ne restent pas. Ceux qui y travaillent sont en arrêt maladie et en dépression. J'ai tenu deux mois* », « *Une sécurité de l'emploi très mauvaise, une précarité énorme* », « *Trop de pression, trop surveillés et écoutés, pas de liberté, c'est une usine. Primes ridicules* », « *Aucun respect pour les employés, l'hygiène, 0 intégrité, boîte gérée sans logique, perd ses clients, ferme ses centres, délocalise à l'étranger* », « *Un an d'investissement pour rien puisque nous sommes renvoyés comme des chiens après avoir fait le "bouche-trou"* »...

Après ce concert de compliments qui traduit bien l'investissement majeur des dirigeants de cette société citoyenne dans la RSE, la quarantaine de salariés et quelques fainéants encore présents à Toul se sont rassemblés ce jeudi 9 novembre pour une cérémonie « de deuil, de colère et de bordel » autour du cercueil de feu Madame Responsabilité SOCIALE. Ils craignent, comme avant eux leurs anciens collègues, comme les 826 licenciés de Michelin et comme des milliers de travailleurs anonymes victimes de ces politiques de profit menées par des gens bien et de biens, connus et respectés, comme les 6 millions de Français qui « bénéficient » de ce revenu de solidarité d'à peine plus de 500 euros par mois, ils craignent de se retrouver dans quelques mois au RSA. Quoi ? Comment ça ? Vous ne connaissez pas le RSA ?

Léon De Ryel

R

L'État policier En Marche !

« Si l'État est né du fait que les contradictions de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé au-dessus de la société et qui "lui devient de plus en plus étranger", il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, mais aussi sans la suppression de l'appareil du pouvoir d'État qui a été créé par la classe dominante et dans lequel s'est matérialisé ce caractère "étranger". »

Lénine, *L'État et la Révolution*, août 1917

Le pays est dans un drôle d'état. Quoique pas si drôle au fond. L'indépendance tant vantée des trois pouvoirs semble réduite à une mauvaise blague. L'exécutif mène la marche (et pour cause), le législatif et le judiciaire suivent avec entrain. Côté exécutif, les fonctions régaliennes occupent une part prépondérante. Pour le reste, les gouvernants sont tout juste de bons managers, toujours plus ouvertement au service de la classe dominante. Macron président des riches et leur distribuant des milliards, après Hollande, Sarkozy, Chirac...

Il y a donc quand même un peu de neuf du côté des flics, de la répression et de l'atteinte aux libertés. Depuis la proclamation de l'état d'urgence en novembre 2015, le champ des violences policières s'est passablement généralisé. Jusqu'alors *grossso modo* contingentées aux banlieues et quartiers populaires, que ce soit dans la répression des émeutes de 2005 ou dans le « maintien de l'ordre » au quotidien, les violences policières ont commencé à s'étendre aux ZAD, puis depuis fin 2015 à l'ensemble du mouvement social, avec une explosion pendant la mobilisation contre la loi Travail en 2016. Les nasses, les charges et le lancer de grenades de désencerclement sont devenus le mode opératoire standard, suivis d'arrestations et d'inculpations pour rébellion, insultes ou jets de projectiles. Il est redevenu dangereux de participer à certaines manifestations, et cela même quand on est dans une démarche pacifique. Les camarades de Bure l'ont douloureusement expérimenté le 15 août dernier avec une trentaine de blessé·es.

La BAC, les CRS ou les gendarmes mobiles se déchaînent d'autant plus facilement qu'ils bénéficient d'une impunité quasiment totale. En 2014, sur 5 178 signalements de violences policières, seuls 32 ont donné lieu à des enquêtes par l'IGPN. Des violences qui conduisent parfois à la mort dans le cadre des interventions quotidiennes, comme celle d'Adama Traoré. Avec une dizaine de morts par an, la liste des victimes recensées par le collectif « Urgence notre police assassine » est longue... sans pour autant déboucher sur des condamnations. Il n'y a que sur la répression des manifestations que, depuis Rémi Fraïse, les CRS et gendarmes mobiles semblent vouloir encore éviter les morts. En revanche, on ne compte plus les estropié·es, les yeux crevés et autres blessé·es par grenades ou flash-ball tirés à bout portant. Et là, les flics ne font qu'appliquer les ordres et ne sont jamais inquiétés.

Inversement, quand il s'agit de condamner des militant·es ou des manifestant·es, la justice « indépendante » suit presque systématiquement la police. Et les flics ne manquent pas d'audace en matière de plainte : ils savent que leur parole vaudra presque toujours contre celle d'un quidam. Alors quand il est question de rébellion ou d'outrage à agent, c'est comme si la présomption d'innocence n'existe plus, et la personne accusée est bien en peine de prouver que c'est à tort. Les plaintes déposées par la police pleuvent, de même que les condamnations, sans crainte du ridicule ou de l'absurde. On a ainsi vu en octobre à Rodez un militant passer au tribunal pour « *violences volontaires* » « avec jet de feuilles d'origine végétale » ! Mais c'est aussi le cas de Jean-Pierre Simon, militant de la Confédération paysanne, condamné à deux mois de prison avec sursis pour avoir prêté son tracteur à des militant·es anti-Cigéo à Bure.

Ou encore celui de Cédric Herrou, agriculteur de la vallée de la Roya qui vient en aide aux migrant·es, régulièrement placé en garde à vue, condamné en août dernier à quatre mois de prison avec sursis pour ses actions de solidarité. À côté de cela, l'État

ne respecte pas la loi ni ses obligations quant à l'hébergement de mineur·es étranger·es isolé·es. Et s'il est parfois condamné par la justice, comme à Calais en 2015, les préfets continuent de harceler les sans-papiers et leurs soutiens. Autant dire que les rares fois où la justice pourrait être utile, le bras armé de l'État piétine ses décisions.



En matière de collusion entre flics et juges, un sommet a été atteint avec la condamnation récente de militant·e·s anticapitalistes et antifascistes suite à l'affaire de la voiture de police brûlée du quai de Valmy en mai 2016. Le 11 octobre, des amendes, du sursis et plusieurs années de *prison ferme* ont été distribués à huit personnes, dont Antonin Bernanos (cinq ans dont deux avec sursis), sans aucune preuve, sur la base du seul témoignage d'un flic en civil. Comme le dit la revue proche du PCF *Regards*, ils ont été « *condamnés sans preuve par une justice politique* ». Ce sont les coupables idéaux, du fait de leur engagement, point final. La justice, le petit doigt sur la couture du pantalon.

L'État policier peut aller plus loin encore... l'illustration en est offerte par l'adoption de la nouvelle loi antiterroriste, la douzième du genre adoptée ces quinze dernières années, avec le succès que l'on sait... C'est donc dorénavant l'état d'urgence permanent. Perquisitions administratives, assignations à résidence, « périmètres de protection » où les flics auront tous les droits, fermeture de lieux de culte à l'initiative du préfet : voici les principales dispositions du texte solennellement signé par Macron le 30 octobre. Comme le commente la Ligue des droits de l'Homme : « *L'exception s'inscrit de manière permanente dans le droit commun, l'institution judiciaire est durablement affaiblie, la présomption de culpabilité devient la règle à l'égard d'une partie de la population qui sera, une fois de plus, stigmatisée. Les droits et libertés seront traités à l'aune des besoins de l'État avec l'autorisation de fichages de masse, de surveillances généralisées et de contrôles au faciès, au prétexte de lutter contre le terrorisme.* » (Communiqué de la LDH du 1^{er} novembre.)

Le terrorisme offre ainsi un prétexte idéal pour renforcer l'État policier, pour piétiner les libertés et, au nom du rejet « des extrêmes », pour s'en prendre à la contestation sociale et progressiste du capitalisme. On a vu comment l'état d'urgence a permis, sur la base de « notes blanches » approximatives établies par les services de renseignement, d'interdire de manifestations et d'assigner à résidence de nombreux·ses militant·e·s écologistes ou anticapitalistes. En Allemagne et ponctuellement en France, on voit resurgir une forme de censure par le pouvoir avec l'intervention ciblée contre des sites Indymedia. On mesure comment l'attirail législatif se durcit au fur et à mesure que les politiques néolibérales pèsent plus lourdement sur les populations et que les inégalités sociales se renforcent. C'est finalement le signe que même quand elle est minoritaire comme aujourd'hui, la contestation radicale de l'ordre établi peut inquiéter les gouvernants. Même si cette transformation des conditions de la lutte nous coûte cher, en temps, en argent et en investissement militant, c'est donc peut-être finalement un bon signe.

Léo P.

R



Cours Léopold

Le vieux monde est derrière toi !

L'Histoire est un champ de bataille idéologique. Évoquer le passé n'est jamais neutre et définir les lieux de mémoire est toujours un choix politique majeur. C'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics se réservent la haute main sur le récit historique qui fonde le présent. À Nancy le roman local, orchestré par les potentats, présente la ville comme une « cité des Lumières » inventée par Stanislas, qui semble l'avoir construite à lui tout seul. Qualifié de « bienfaisant » depuis le XIX^e siècle, il est présenté comme un souverain débonnaire, éclairé, et qui a régné de manière bienveillante sur une cour brillante et un petit peuple soumis qui n'apparaît jamais dans la légende que lorsqu'il est besoin de mettre en scène la charité du souverain¹.

Ce récit est imprimé par les autorités dans toute la ville et aux alentours : depuis la place jusqu'au réseau de transports en commun en passant par un lycée, une académie, une rue, un faubourg, tout évoque, rappelle, célèbre Stanislas. Au XXI^e siècle même, les événements organisés autour du personnage – qu'il s'agisse du 250e anniversaire de la place, en 2005, ou du son et lumière estival – présentent un héros solaire, sans le moindre défaut, qui, dans son éblouissant rayonnement, rend tout le reste invisible. Jamais les habitant.e.s, les artisan.e.s, les ouvrier.e.s qui ont construit la ville ne sont célébré.e.s. On ne parle ainsi, à Nancy, des souffrances, des maladies des gens ordinaires du XVIII^e siècle que sur le socle du monument à la gloire du gros homme sis au centre de la place qui porte son nom. On y apprend ainsi que sa majesté a fait construire des hôpitaux et des asiles, il faut croire qu'il y avait des miséreux pour les remplir...

Il va de soi que cette construction de la mémoire collective présente l'avantage considérable pour les maires successifs, issus de la bonne bourgeoisie nancéenne, de fonder un mythe qui servira de modèle. André Rossinot, depuis quarante ans qu'il règne sur la ville, a usé et abusé de ce mythe. Les mauvaises langues ont même relevé qu'il a poussé l'identification au duc jusqu'à essayer de lui ressembler physiquement. La légitimité à Nancy ne peut donc venir que de la référence à un modèle qui date d'avant la Révolution française. On remarquera au passage que dans l'histoire de Nancy telle qu'elle est mise en scène, la Révolution n'existe quasiment pas. Une ou deux plaques sur des maisons de la Vieille Ville rappellent qu'il y a bien eu des députés du tiers état, tous de bonne famille, qui sont allés siéger calmement à Paris avec les modérés. De fait, Nancy, dans son histoire officielle, peut presque faire l'économie de la Révolution française puisque Stanislas étant déjà un personnage des Lumières et que, tout aristocrate de haute lignée qu'il était, il s'était avéré un protecteur de la bourgeoisie. Le trait est encore une fois souligné en dessous de sa statue, qui évoque l'aide aux négociants et la création de bourses. Ainsi donc, dans l'histoire officielle de Nancy, les rapports sociaux ont été fixés une fois pour toutes il y a deux cent cinquante ans. La Révolution française est escamotée.

Pas tout à fait cependant. Il apparaissait difficile d'ignorer l'Affaire de Nancy, qui fit grand bruit pendant la Révolution. Cette « affaire », c'est la révolte des soldats de la garnison de la ville

en 1790 et la répression atroce qui s'est ensuivie. Des soldats mal payés, acquis aux idéaux révolutionnaires qui se mutinent, ça mériterait d'être connu, transmis et mis en scène. Mais si l'événement est resté dans la mémoire de la ville, c'est pour célébrer le sacrifice de Désilles, jeune lieutenant qui s'est jeté devant un canon pour éviter une effusion de sang entre les mutins et les troupes de la république bourgeoise, commandées par des aristocrates liés à La Fayette. La porte Désilles, seul rappel monumental de l'événement à Nancy, met l'accent sur le geste sacrificiel du jeune officier et rejette dans l'ombre la ferveur révolutionnaire et égalitaire des mutins. La violence inouïe de la répression est chassée de la mémoire officielle, elle n'est pas très « esprit des Lumières »².



À Nancy le monde ouvrier n'a pas d'histoire officielle. Il existe, certes, mais comme faire-valoir des patrons d'industrie, artistes flamboyants, progressistes parfois, partisans de l'ordre toujours. En ce sens, la célébration permanente de l'« École de Nancy » par la municipalité fait très souvent l'impasse sur la condition ouvrière dans les ateliers ou ne l'évoque que pour se féliciter des bonnes conditions de travail³. Point d'ouvriers, de chômeurs ou de miséreux à Nancy, sauf lorsqu'on leur fait la charité dans les tableaux d'Émile Friant. Point de lutte des classes, ça va de soi. Grand centre industriel à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, Nancy ne semble pas dans son histoire officielle avoir connu de grève, de révolte, ni d'ailleurs de conquête sociale. Il est vrai qu'à Nancy le progrès social n'est pas désirable puisque depuis deux siècles et demi nos bons maîtres, inspirés par les mânes du bon Stanislas, veillent sur nous.



Mais voilà, ce joli conte officiel, usé jusqu'à la corde, ne suffit plus. À l'heure de l'état d'urgence permanent, des lois d'exception, des militaires en patrouille dans les rues, nos chefs ont l'air de bisounours avec ces vieilles histoires.

Pour rester au pouvoir, il faut savoir s'adapter, et ça, dans les salons dorés de la place Stanislas, on sait faire ! Alors, en avant pour une autre histoire : Nancy ville de garnison, Nancy ville patriote, ville d'ordre.

Et c'est cours Léopold que ça se passe.

Drouot, le général Drouot, qui se souvient encore de ce général d'artillerie qui, pendant la sanglante épopée napoléonienne, a fait bombarder à tout va aux quatre coins de l'Europe, donnant ainsi tout son sens au mot « chair à canon » ? Certes, il avait bien à Nancy, sa ville natale, une statue en plein centre du cours Léopold. Mais les promeneurs qui laissaient leur chien lever la patte contre le monument estimaient en général qu'il s'agissait là d'une effigie de Léopold trônant au milieu de sa place, ou peut-être de Carnot qui n'est, quant à lui, titulaire que du petit bout de place côté gare, mais à qui les Nancéen.nes ont pris l'habitude d'attribuer l'ensemble de l'esplanade, sous le nom de « place Carnot ».

Bref, cette statue décrépissait tranquillement sous le double assaut du temps et des fientes de volatiles, qui sont la juste récompense due à la mémoire de ces sabreurs qui, sous les ordres de Napoléon Ier, mirent à sac l'Europe au début du XIX^e siècle.

Mais, voilà que la mairie de Nancy décide fin 2017 de réhabiliter la statue d'Antoine Drouot. Il ne s'agit pas ici d'instruire le procès d'un mort. Goya peintre espagnol contemporain de l'invasion de son pays par les armées françaises (dont Drouot et ses canons) a fait le procès pour nous. Son magnifique *Tres de Mayo* nous rappelle la brillante conduite à Madrid en mai 1808 des troupes françaises et de leurs chefs.

Antoine Drouot fit, paraît-il, merveille dans cette campagne sanglante. Mais à l'heure où la démocratie et l'esprit des Lumières revêtent l'uniforme, la municipalité de Nancy s'adapte, et réintroduit dans le roman historique local le général et ses canons. Tout cela se fera bien sûr à nos frais, pour 114 000 euros. 114 000 euros, c'est cher, mais on peut se consoler en se disant que pour cette somme, les Nancéen.nes auront droit en prime à la dorure du pyramidion (c'est-à-dire de

l'ornement du sommet) de l'obélisque situé à cent mètres de là, à la limite entre la place Carnot et le cours Léopold.

Cet obélisque nous a déjà coûté 22 600 euros fin 2015, lorsque la mairie a décidé d'y faire remettre des plaques en bronze à la gloire du grand-duc Constantin. Ces plaques avaient disparu en 1942. Ce grand-duc, membre de la famille impériale russe qui faisait régner un ordre barbare à base de fouet, d'eaux bénites et de gibet, avait daigné honorer Nancy de sa présence pendant quelques jours lors de la dernière décennie du XIX^e siècle⁴.

Le monument était à l'abandon depuis des décennies. Qui se souciait en effet d'entretenir un monument d'allure sinistre à la mémoire d'un président de la République (Sadi Carnot) tué par un anarchiste (Sante Gerónimo Caserio) en 1894. Une place à son nom suffisait bien à honorer ce président un peu oublié aujourd'hui. Mais après 2015, le côté « mort dans un attentat » de Sadi Carnot, l'aspect « condamnation de l'anarchie et du terrorisme » de l'obélisque ont dû faire leur petit effet dans les bureaux feutrés de la mairie, et voilà donc le monument qui va retrouver son lustre et sa fonction éducative. De plus, remettre à l'honneur un Romanov, un membre de la famille des tsars de toutes les Russie en cette année de centenaire de la Révolution de 1917, c'est toujours bon à prendre...

Mais le clou du spectacle, la clef de voûte du recentrage du récit officiel de l'histoire de Nancy se situe à l'autre bout de la place. La métropole du Grand Nancy investit, en effet, 3 280 000 euros pour créer un « espace mémoriel ». Il s'agit, en fait, de création d'espace, de ripolinier la porte Désilles et de réorganiser le quartier pour que les prises d'armes, cérémonies du souvenir et autres commémoration des guerres coloniales puissent se dérouler dans de bonnes conditions. La porte Désilles, qui s'appelait jadis la porte Stainville, est comme le nom l'indique une ancienne porte de la ville qui a été transformée en une sorte d'arc de triomphe à la gloire de Désilles, dont on a rappelé la mort édifiante un peu plus haut. La porte sert de monument aux morts, mais le fait que la rue circulaire qui entoure le cours Léopold passe devant gêne ces messieurs galonnés et décorés qui vont déposer des gerbes cinq à six fois l'an... Pourtant, jusqu'ici, tout se passait bien. Il suffisait aux services habilités de dévier la circulation et d'interdire le parking au bout de la place pour quelques heures, et le tour était joué. Les cérémonies se passaient alors sans accroc. Une petite troupe en armes manœuvrait devant un petit comité de politicien.nes, un boisseau d'ancien.nes combattant.e.s, et quelques badauds amateurs de clairon et d'appel aux morts. Mais c'est bien là qu'était l'os : la discrétion.

En temps normal, la porte Désilles sert plutôt de point de repère urbain, elle marque l'entrée dans le centre-ville. Pas très jolie, elle ne capte pas longtemps le regard. Et du coup sa fonction de monument aux morts ne crève pas les yeux. C'est un monument anonyme. Cette pauvre porte ne raconte rien et si, par hasard, un.e Nancéen.ne s'aventure sous ses voûtes, il n'y verra que l'évocation du sacrifice déjà évoqué et quelques plaques en marbre.

Le projet d'espace mémoriel a une ambition : celle de rendre évidente, incontournable, la fonction patriotique du monument. On imagine sans peine la débauche de symboles tricolores qui va venir garnir le futur espace : plus personne ne pourra traverser la nouvelle place sans en connaître la fonction. Mieux encore pour les milliers d'automobilistes et d'usagers des transports en commun qui emprunteront chaque jour les rues adjacentes, ce nouvel espace agira comme un rappel de la grandeur de la France... et, par voie de conséquence, de la nécessité des crédits militaires et de l'état d'urgence.

Les cérémonies militaires ne faisant plus recette depuis longtemps, les associations d'anciens combattants et patriotiques n'ont de cesse, pour les rendre plus visibles, de faire pression sur des élus qui, à Nancy comme ailleurs, soignent cette clientèle électorale. Le nouvel espace est un cadeau à trois millions d'euros et quelques fait avec nos impôts aux ancien.nes combattant.e.s, aux réactionnaires, aux nationalistes et aux nostalgiques des guerres coloniales.

Nancy et son agglomération ne manquent pourtant pas de terrains militaires en friche, de casernes à l'abandon. Pourquoi ne pas y organiser cérémonies et commémorations ? Tiens par exemple : la caserne Faron à Vandoeuvre. Les militaires y seraient à leur aise pour commémorer tout ce qu'ils veulent. Ah ? Elle est remplie de migrant.e.s ? Eh bien, utilisons les 3 280 000 euros dévolus à l'espace mémoriel pour construire ou pour rénover des lieux d'accueil décents. En lieu et place de cet espace mémoriel, créons au choix : un jardin d'enfants, un boulodrome ou un golf miniature. Et si on veut commémorer à tout prix, la mémoire des mutins de 1790 et de leur massacre peut fournir un bon thème.

C'est pas gagné ! En attendant, le cours Léopold reste au centre d'un projet de construction d'une mémoire patriotarde bien en ligne avec le fond de l'air nationaliste de ce début de siècle. Pauvre cours Léopold, il n'avait pas besoin de ça. Car à bien le regarder et l'arpenter, il pourrait être autre chose que le terrain de jeu de l'extrême droite, ce qu'il est depuis que la fac de droit et les établissements privés du coin abritent les apprentis fachos de la ville.

L'Histoire est bien un champ de bataille idéologique, à Nancy comme ailleurs. La conscience que nous avons de la société et du monde est évidemment très influencée par notre environnement. Organiser la ville, nommer les rues, donner une fonction aux vestiges du passé, choisir des événements historiques, en donner une présentation via une commémoration façonnent l'image que nous nous faisons du passé. Les élus en usent depuis toujours et ils.elles ne manquent pas de s'adapter au gré des circonstances. Priver la population de sa

propre histoire au profit de l'histoire romancée des classes dirigeantes n'est pas que moralement condamnable, c'est criminel.

Il faut inverser le regard que nous portons sur notre environnement. Non ! La domination de la bourgeoisie n'est pas une évidence, une nécessité. Non ! L'état d'urgence n'est pas quelque chose de naturel. Ni l'un ni l'autre n'ont de justification ou de légitimité historique inscrite dans les entrailles de la ville. Et si on les observe bien, si on écoute les gens qui y vivent, y travaillent, y vieillissent, les rues de Nancy racontent une tout autre histoire.

L'Histoire des gens ordinaires, des travailleurs.euses venu.e.s de loin et qui ont trimé dans des immenses usines dont les vestiges bordent encore le canal. L'Histoire de Nancy c'est aussi celle de ceux.elles qui se sont battus, révolté.e.s sous la Révolution. C'est celle des anarchistes du début du XX^e siècle, des résistant.e.s, des révoltés de la prison Charles-III en 1972⁵,

celle des manifestant.e.s de mai 68, des comités de soldats, de radio Lorraine Cœur d'Acier, celle des manifestations géantes au cœur de Nancy contre les lois Devaquet, Juppé, contre Le Pen, le CPE, les lois Travail. Cette Histoire, c'est celle des gens qui continuent à se battre, à manifester et à sourire aux pigeons qui chient sur les statues de généraux. C'est notre Histoire.

Écrire cette histoire est plus que jamais nécessaire.
Ne nous laissons voler ni notre passé ni notre avenir.

Victor K



Notes

1 Voir par exemple son tombeau à Notre-Dame de Bonsecours et la représentation de la charité à ses pieds.

2 On peut lire dans *Histoire d'un paysan*, d'Erckmann-Chatrian, un récit des scènes de répression dans les rues de Nancy, qui scandalisent le héros, paysan acquis aux idées la Révolution.

3 Le documentaire *À toute vapeur*, écrit par José Hormaz et Jean-Luc Marino, réalisé par Jean-Luc Marino (coproduction France Télévisions et Nomades TV), remet cette problématique en perspective.

4 Voir *RésisteR!* n° 40 janvier 2016, « Érection piège à con ».

5 Sur le sujet, *La révolte de la prison de Nancy - 15 janvier 1972*, paru aux éditions Le Point du Jour (mai 2013). Avec des photographies de Gérard Drolc, Élie Kagan et Martine Franck, et des peintures de Gérard Fromanger. Ainsi que le documentaire de Nicolas Drolc, *Sur les Toits*, édité par les Mutins de Pangée.



DES TRANSPORTS À LA RUE

Il y a quelque temps, la métropole du Grand Nancy a publié un guide pratique destiné à l'ensemble des usagers de l'espace urbain, appelé hardiment *Le Code de la Rue*. Les intentions y étaient des plus nobles : « Pour réussir à se déplacer en harmonie dans la ville entre piétons, cyclistes et automobilistes ou conducteurs d'engins motorisés, il faut savoir partager la rue. À travers ce guide, le Grand Nancy vous invite à découvrir les bons réflexes à adopter pour circuler en toute sécurité dans une ville apaisée et agréable à vivre. »

C'est ainsi que j'apprends, si je suis automobiliste, qu'il faut que « je respecte les usagers les plus vulnérables notamment en ralentissant et en étant vigilant à l'approche d'un passage piéton, à proximité des écoles et aux abords des arrêts de bus et tram ». Oups, cela a failli m'échapper !

Si je suis piétonne, « à l'approche des voies du tram, je suis vigilante et attentive, surtout si j'utilise mon téléphone ou que j'écoute de la musique avec un casque. Avant de traverser, je regarde les conducteurs dans les yeux, pour être sûre qu'ils m'ont vue ». D'accord, à pleins tubes.

Si je suis cycliste, « je respecte le Code de la route et le sens de circulation indiqué sur les aménagements cyclables. Dès la tombée du jour, je me rends visible grâce aux feux avant et arrière ». Je bois... Euh, je vois.

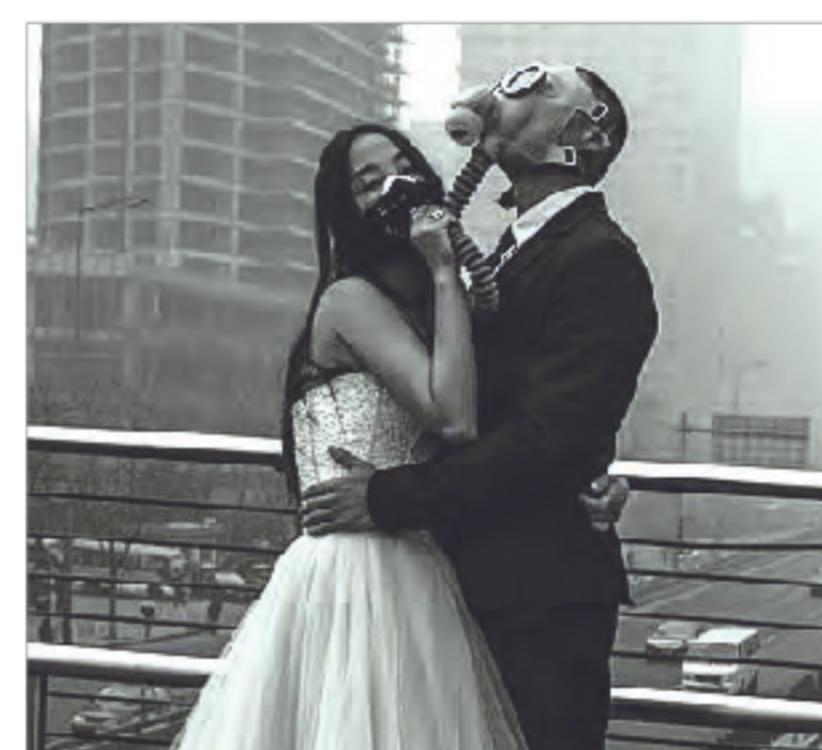
Si je suis en véhicule gyroscopique (eh oui, je suis moderne !), « je reste sur le trottoir et je fais attention aux piétons (un regard, un merci, un sourire, toujours dans le respect d'autrui) en roulant à l'allure du pas ». Et les fleurs que j'offre, c'est avec ou sans élan ?

Avec ces conseils à la petite semaine et autant des truismes, le document est un monument de politiquement correct, une panoplie morale pour petits cochons, un vrai bréviaire pour qui estimerait que toutes les voies de circulation sont impénétrables. Aussi, la brochure respecte-t-elle tous les poncifs de la communication institutionnelle : un ton lisse, des couleurs pastel, des dessins illustratifs nunuches. Le tout, à contresens d'Halloween et de ses cucurbitacées automnales, alors qu'à vélo, il y a réellement de quoi se faire des frayeurs, à longueur de bitume.

Au passage, *Le Code de la Rue* fait la promotion de certains services payants (parkings relais, Citiz, VélOstan'lib) et diffuse quelques statistiques. Ainsi, « dans le Grand Nancy, 57 % des déplacements totaux sont effectués en voiture ou en deux-roues motorisés ». Certes, c'est ça si l'on prend en compte tous les modes de déplacement (marche, vélo, etc.) ; mais, si on sélectionne uniquement les moyens motorisés, ce taux bondit à près de 85 %, ce qu'oublie de préciser *Le Code de la Rue* – les 15 % restants correspondant aux transports en commun.

La métropole du Grand Nancy, éditrice du fascicule, n'oublie pas de remercier très consensuellement Entente pour la Défense de l'Environnement (EDEN), Les Droits du Piéton, l'Automobile Club Lorrain, Transdev, mais aussi l'ASPTT Nancy Cyclotourisme, Lorraine VéloRoutes Voies Vertes et Mobilités Actives, Du Sport plein la vue, Flore 54, Dynamo, l'Association des Paralysés de France et l'Association sportive VTT Fun Club. Ce faisant, elle pourrait laisser croire que toutes ces organisations participantes à un titre ou à un autre sont satisfaites des politiques publiques menées ici en matière de mobilité.

Or, c'est là que le bât blesse. En mettant au même niveau l'ensemble des usagers de l'espace public – par exemple, le chauffeur arrogant au volant de son 4X4 avec pare-buffle et l'enfant en équilibre précaire sur sa trottinette –, en euphémisant les relations qu'ils sont censés entretenir, dans une parfaite cordialité et une bienveillance toute spontanée,



« dans une ville apaisée et agréable à vivre », un habile présupposé, le Grand Nancy laisse entendre que, toutes choses étant égales par ailleurs, le seul problème qui subsiste dans ce territoire en matière de mobilité se concentre bien évidemment sur le comportement des gens.

La collectivité publique oublie un peu vite l'état calamiteux de la question des déplacements, dont elle a la compétence : indigence des transports publics dans une agglomération de ce niveau – pensez donc, une métropole ! –, incohérence et dangerosité du « réseau » cycliste, toute puissance de l'automobile, y compris dans les nouveaux quartiers (Rives de Meurthe, plateau de Haye), bouchons à la queue leu leu et jusqu'à la thrombose (Nancy Grand Cœur), pollution à pleins gaz et son cortège de maladies pulmonaires, etc.

On peut être certain qu'André Rossinot aura donné à son chauffeur personnel un exemplaire dédicacé par l'auteur de son *Code de la Rue*. Celui-ci constitue une approche très instructive de son engagement pour la mobilité dans le Grand Nancy. Sans transports excessifs. En effet, il s'est juste agi, pour le *conducteur*, de faire évoluer les comportements, « pour rendre la circulation plus agréable, tout en respectant des principes simples de savoir-vivre dans l'espace public », sans rien changer toutefois aux politiques publiques qui les conditionnent.

Piéro

R

Quand la Gauche singeait le fascisme

« Le fascisme s'élance à la conquête de l'électeur par une tapageuse et cynique propagande. La Gauche fut le témoin médusé de ces techniques nouvelles. Ici encore elle se trouva handicapée. Ces méthodes d'agitation s'averaient si rentables, elle ne pouvait – ou n'aurait pas dû – les faire siennes : d'abord, parce qu'elle ne disposait pas des immenses ressources et des moyens publicitaires dont le grand capital pourvoyait le fascisme, ensuite parce qu'adopter la plupart de ces indignes procédés, c'était, pour elle, se renier ; et, cependant, trop souvent la Gauche céda à la tentation du mimétisme. À force d'emprunter au fascisme, elle finit par lui ressembler. Elle s'exposa au risque que les foules ne fussent davantage sensibles à la propagande fasciste qu'à sa contrefaçon antifasciste. Alors qu'elle croyait se prémunir contre le fascisme en le singeant, elle envoya de l'eau à son moulin.

Énumérons quelques-uns de ces plagiats. [...]

Le fascisme exploite à son profit le sentiment religieux que des siècles de domination de l'homme par l'homme, d'ignorance et de misère ont profondément ancré dans les cervelles humaines. Le socialisme devrait faire appel à la seule Raison et, au lieu d'exploiter à ses fins la religiosité des masses, viser à en détruire les racines matérielles. Cependant, la Gauche, croyant ainsi gagner de vitesse le fascisme, voulut plagier un certain nombre de ses rituels, à commencer par le mythe de "l'homme providentiel", successivement emprunté par l'État fasciste à l'État stalinien, puis au fascisme par l'antifascisme. C'est ainsi qu'en 1936, on vit Léon Blum apparaître, dans des feux croisés de projecteurs, à des socialistes extasiés qui scandaient son nom jusqu'à épuisement et, dans la maison d'en face, le "fils du peuple" ne suscita pas moins le délire de ses fidèles. En inculquant au peuple de France, de traditions voltaïennes et libertaires, de tels comportements, n'a-t-on pas facilité, dans une certaine mesure, à plus longue échéance, l'élosion du mythe du Maréchal "donnant sa vie pour la France" ? [...]



De tous les instruments dont joue le Grock fasciste, celui dont il tire les plus beaux sons, c'est, sans contredit, le nationalisme. Et c'est aussi celui que la Gauche eût dû le moins lui emprunter, puisque *L'Internationale* exprime, dans les langues du monde entier, son idéal de fraternité humaine. Cependant, la Gauche, croyant ainsi disputer les "patriotes" au fascisme, a soudain introduit le mot *nation* dans son vocabulaire. Déjà, en 1923, pendant l'occupation de la Ruhr, le PC allemand s'était livré à la surenchère nationaliste [...]. De 1930 à 1932, il récidiva de plus belle. En France, nous vîmes successivement les néosocialistes inscrire la nation en tête de leur *credo*, tandis que nos camarades communistes s'époumonèrent à "aimer leur pays". Mais la plupart des "patriotes", ainsi stimulés dans leur hystérie chauvine, mais toujours défiant à l'égard de la Gauche, estimèrent que le fascisme était beaucoup plus qualifié qu'elle pour incarner le nationalisme. Beaucoup d'entre eux, sous la houlette de Maurras, se rallieront finalement au Maréchal. »

Extraits de Daniel Guérin, *La Peste brune* (1933). Préface à la réédition de 1945



GROSGNON EST UNE SALE BÊTE

« La bêtise est la chose la mieux partagée, mais certains en ont vraiment eu une bonne part. »
(Proverbe cartésio-trumpien.)

GrosGnon et le mauvais œil

Lorsqu'une personne ou une famille connaissait le malheur à répétition, dans certaines contrées reculées, comme le bocage mayennais ou normand, on considérait qu'elle avait été ensorcelée. Il fallait alors aller voir un désensorceleur, qui permettait de faire en sorte que le mauvais œil soit éloigné. Ces pratiques avaient encore cours dans lesdites régions reculées dans les années 70-80*. Devant les malheurs à répétition que subit, à l'heure actuelle, l'équipe de *RésisteR!*, et cela va de la panne de photocopieuse à l'impossibilité de trouver un tire-bouchon lors du comité de rédaction, certains membres de l'équipe ont évoqué l'idée de mêler pratique de la magie blanche et rejet du bouc émissaire en suggérant de clouer sur une porte de grange, ou sur celle du lieu nous accueillant lors de nos réunions, de clouer, donc, GrosGnon. Je ne suis pas un rapace, chouettes animaux qui étaient autrefois tout désignés pour subir ces sombres pratiques. Non, je ne suis pas une buse, ni même un faucon... Je vous rassure ou, du moins, je me rassure : il ne s'agissait en fait que de clouer la page du journal, afin que ma présence sans doute plus ou moins maléfique éloigne le mauvais esprit.

* Cf. Jeanne Favret-Saada, *Les mots, la mort, les sorts*.



GrosGnon n'aime pas les sports d'hiver

Et non ! J'aime pas ! Et si en plus il s'agit d'aller à Gstaad, j'ai bien trop peur d'y rencontrer non le diable, ni même un vampire ressuscité, mais bien pire : Paul en ski !

Trêve de jeux de mots faciles ! Les intellectuels français se font une spécialité de vénérer des êtres vénéneux et de les présenter comme des anges du style ou de la pensée. Bien avant cette rétrospective Polanski, c'était Céline, dont certains ont autant chanté le style rabelaisien que la personne d'écrivain maudit. Bien que j'apprécie *Le Voyage au bout de*

la nuit, je ne peux qu'éprouver du dégoût face à ce type, qui s'est réfugié à Sigmaringen avec le gouvernement de Vichy et qui osa quasiment écrire dans *D'un château l'autre* qu'il était une victime de la Seconde Guerre mondiale, qu'on lui avait volé son fric, etc. J'arrête, c'est à vomir. Plus près de nous, il y a eu cette publicité pour les œuvres du « divin Marquis » – « *L'enfer sur papier bible* » : c'est sûr que Sade est un personnage « divin », quand il violait des servantes ou des paysannes. Et tout cela, sans parler du cher Voltaire et des bénéfices de la traite négrière, etc.



GrosGnon atteint le point Godwin

Eh bien oui ! Après ce qui vient d'être dit, je ne peux tout de même pas passer sous silence le penseur en culottes de peau. Celui que tous les pseudo-philosophes révèrent et qui leur permet, paraît-il, de penser le nazisme et l'extermination des juifs, tziganes, homosexuels, débiles mentaux, communistes, etc., comme une conséquence des Lumières et de la technoscience. Celui qui voyait dans une centrale électrique sur le Rhin la destruction de la nature par cette fameuse technoscience et le déplorait. Celui qui ne voyait, en 1942, alors qu'il faisait encore partie de la commission du NSDAP chargée du droit allemand, aucun problème dans la mise en œuvre de la solution finale. Celui que, depuis des années, des soi-disant philosophes défendent en expliquant qu'il avait quitté toute fonction officielle dès 1934, qu'il avait pris ses distances. Non ! L'âne de la Forêt Noire, qui comme tous les ânes s'appelait Martin, Heidegger de son petit nom, n'a jamais pris ces distances avec le nazisme. Une crapule de ce type reste une crapule ! Et des crapules comme certains écrivains, cinéastes sont bel et bien définitivement des crapules. On ne peut pas totalement distinguer l'œuvre et l'homme. *Rosemary's Baby* ou *Le Bal des Vampires* sont de bons films, mais Polanski reste un violeur en cavale.



C'est vraiment des nazes ces gars-là.
Quest-ce t'en penses
Comès ?

AGENDA

Cercles de silence

**Nancy, place Stanislas à 15 h
samedi 25/11 et 23/12**

**Pont à Mousson, place Duroc à 10 h 30
samedi 11/11 et 9/12**

La Chorale des Sans Nom

donnera un concert
en hommage aux mutins de 1917
et en solidarité avec l'association
« un toit pour un migrant »
Samedi 11/11/2017 à 11h11
à Nancy, porte Héré (place Stanislas)

Zone de gratuité

(livres, jouets, vêtement enfants)
organisée par les parents
des écoles des Trois Maisons
à la MJC des Trois Maisons
Dimanche 26 novembre
à partir de midi (auberge espagnole)
- Chacun.e apporte ce qu'il.elle
veut donner (propre et en bon état)
- Chacun.e repart avec ce
dont il.elle a besoin et envie

Mois d'information sur Bure

Trois soirées débats, à partir de 18h
Faculté de Lettres, amphithéâtre A042

- Le mardi 14 novembre :
Auto-stop Bure, conférence gesticulée
par Marie Béduneau.
- Le mardi 21 novembre :
« À bure pour l'éternité » projection en présence
du réalisateur Sébastien Bonetti.
- Le mardi 28 novembre :
Le territoire de Bure et le rôle des chercheurs,
conférence de Pierre Ginet,
professeur de géographie à l'université de Lorraine.

Librairie-café associative Quartier libre

11, Grande rue 54000 Nancy

- Vendredi 24 novembre à 18h30
Présentation du livre « Bure, la bataille du nucléaire »
(éd. Seuil-Reporterre), en présence des auteurs
- Mercredi 6 décembre à 18h30
- Présentation du livre « Pancho Villa -
La bataille de Zacatecas » (éd. Nada)
et exposition des illustrations du livre (Eko),
en présence de l'éditeur et du traducteur

prochain numéro : RésisteR! #53

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 11/12/2017 - Date limite d'envoi des articles : 10/12/2017

Points de dépôt :

* Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy
* Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

* Tabac Merlin – 58, rue Isabey - Nancy

* Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy

Les Mots croisés de Victor K

Horizontalement

- 1 Usurpe un nom jadis honorable.
- 2 Siège de la minuk.
- 3 A subi des pertes sur le pourtour. Avec Sarkozy ça va faire encore plus cher. Bas de gamme.
- 4 Petite parcelle toute retournée. Le suisse est en général fiscal.
- 5 La bac en est une cause notable.
- 6 Haut de gamme. Sida sur les bords.
- 7 La nouvelle squatte parfois quand elle a le blues.
- 8 Dit nein à Vienne. Nia à Vienne.
- 9 Prénom de mafieux. Mâles fixations.
- 10 Étrier. C'est par là que le dos ressemble à la lune.

Verticalement

- I Voilà un Grec après lequel tous les banquiers du monde auraient toujours pu courir...
- II Dieu polynésien. Rondes.
- III Ils sont plein de toiles. A moitié hallal.
- IV Ville. Subconscient en action mais sans obligation.
- V Lie après avoir fait fondre.
- VI Déchiffre des lettres. Mortelles.
- VII Les temps qui courent le sont, ceux à venir aussi.
- VIII Habillé par Hugo Boss. Autant que de chèvres à l'asnl. Blase Nippon.
- IX Exprimâtes.
- X Hollande promet un (petit) peu sur le sujet,... il ne tiendra rien. Si Sarko avait tenu sa promesse d'y accrocher Villepin ça nous en aurait boucher un coin!



Solutions
du numéro
précédent

a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
I	C	E	S	T		T	R	O	P
II	F	A	C	I	L	E	D	E	
III	D	O	N	N	E	R	S	A	
IV		L	A	N	G	U	E	A	U
V	C	H	A	T		!	L	A	
VI		G	R	I	L	L	E	D	E
VII	R	E	P	O	N	S	E	S	
VIII	A	T	T	E	N	D	R	A	
IX	U	N	E		P	R	O	C	H
X	I	N	E		F	O	I	S	